

EXTRAIT D'ACTE DE NOTORIETE ACQUISITIVE TRENTENAIRE
(Article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017)

En séance du 7 juin 2023, la commission d'urgence foncière a adopté la décision qui suit (**ANOT/2023-0036**) :

LA COMMISSION D'URGENCE FONCIÈRE

DIT qu'il est notoire que Monsieur Maoulana M'DALLAH-MARI possède le bien situé sur la commune de Chiconi cadastré section AH numéro 23, depuis le 16 septembre 1992, soit pendant 30 ans révolus, dans les conditions des articles 2261 à 2272 du Code civil ;

DIT que le présent acte de notoriété est délivré à la requérante (sur le fondement du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017) ;

ORDONNE les mesures de publicité du présent acte de notoriété ;

RAPPELLE que le présent acte est attaquant par action en revendication mais que, passé le délai de 5 ans, l'acte de notoriété vaut preuve irréfutable de la possession trentenaire.

I- IDENTIFICATION DE LA PERSONNE BENEFICIAIRE

- Prénoms et nom : Monsieur Maoulana M'DALLAH-MARI
- Domicile : 38 rue de la providence 97670 Chiconi
- Date et lieu de naissance : 20 mai 1961 à Chiconi (Mayotte)
- Profession : sans profession
- Indication de sa capacité juridique : pleine
- Prénoms (dans l'ordre de l'état) et nom du conjoint : Madame Fatima AHAMADA-DJABOU
- Date de mariage : 16 août 1989
- Régime matrimonial adopté : mariage célébré par le cadhi de Chiconi, inscrit à l'état civil sur le registre de droit local

II- IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE CONCERNE

Situation : Commune de CHICONI.

Contenance et désignation cadastrale :

Section	Numéro	Lieudit ou adresse	Contenance
AH	23	38 rue de la providence	697 m ²

Cette parcelle est à extraire du titre foncier n°1390.

III- REPRODUCTIONS OBLIGATOIRES

1^{er} alinéa de l'article 35-2 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 :

« Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier ».

Extrait du 2° de l'article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017 :

« ... le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du code civil »